Le front populaire continue

Il va de soi que la machine électorale bourgeoise ne peut nous donner des indications sur les courants sociaux réels qui se dessinent au sein d'un pays capitaliste, particulièrement dans la phase de déclin du régime.

Ainsi, on se rappellera qu'au Japon la guerre contre la Chine est précédée d'élections de « gauche » ; que dans bien des pays balkaniques les élections de gauche sont généralement les signes avant-coureurs de la réaction capitaliste et en France même, les élections de « gauche » marquent l'aspect que prend l'attaque de la bourgeoisie dans les phases convulsives de la dépression économique permanente.

Les élections cantonales en France, tout comme les élection législatives de 1936, furent donc bien de gauche. Le Front Populaire a maintenu ses positions et, comme en 1936, les masses ont voté partout « capitalisme ». La situation en France est telle qu'il n'est possible aux ouvriers de poser un geste de classe qu'en se refusant, actuellement, de participer à toutes les manifestations électorales où il n'existe qu'un choix : marcher avec les forces de gauche de la bourgeoisie ou avec les forces de droite et il va de soi qu'aucun geste ne serait ici « progressif ».

Le problème que l'on peut, à juste titre, se poser est le suivant : il existe un mécontentement sérieux au sein de la classe ouvrière. La vie augmente, les arbitrages empruntent le chemin de Rambouillet, non celui du recours immédiat aux forces répressives pour obliger les ouvriers à accepter les positions patronales, mais celui des lenteurs de l'arbitrage qui permettent quand même au patronat de faire respecter la « pause ». Les rajustements des salaires ne s'effectuent plus (le mouvement des services publics et des fonctionnaires nous montre les digues rencontrées pour déclencher quoi que cela soit) et malgré toute cette situation le Front Populaire a la satisfaction de pouvoir constater qu'il conserve ses positions et que dans toutes les manifestations de la vie de l'Etat capitaliste, tous les courants sociaux restent rattachés à sa politique.

L'explication peut résider dans ce fait essentiel : les masses protestent dans leurs syndicats pour améliorer leurs conditions d'existence que Chautemps ramène au niveau antérieur ; elles veulent le maintien des 40 heures que le patronat rogne systématiquement. Que font les bonzes socialo-centristes ? Ils accolent aux revendications ouvrières la guerre d'Espagne ou de Chine et ainsi ils ont la conviction que si des cris d'hostilités surgissent dans les assemblées contre « leurs » arbitrages, au moins tous les ouvriers applaudiront la lutte pour la réouverture de la frontière des Pyrénées, l'envoi d'armes en Espagne et en Chine, le boycott des produits japonais. Et si alors ils diront aux ouvriers de la métallurgie parisienne (ce bastion important de la concentration prolétarienne) qu'il faut activer la production des armes pour les besoins de la défense de la France contre l'Italie et l'Allemagne ou pour pouvoir fournir des munitions aux armées étrangères de l'antifascisme ; ou bien qu'il ne faut pas déclencher des grèves mais tout au plus des manifestations pour activer les arbitrages (qui durent des mois) car ces traitres savent qu'ainsi ils mettront les ouvriers dans l'impossibilité de poser des gestes de classe conséquents.

Tout le mystère de la situation est là : aujourd'hui les ouvriers ne peuvent pousser leur mécontentement revendicatif en avant que s'ils commencent par dire qu'ils veulent lutter aux côtés des ouvriers espagnols et asiatiques pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile ; que s'ils opposent aux motions de solidarité avec les brigands « antifascistes » des motions demandant des grèves de solidarité avec les prolétaires massacrés, des grèves de défaitisme consistant dans le refus de transport des armes pour toutes les bourgeoisies, républicaine ou fasciste, nationale ou impérialiste. A défaut de cela, les ouvriers malgré leur mécontentement devront graviter dans l'orbite des forces capitalistes et le Front Populaire pourra continuer.

Il faut donc bien s'entendre : il ne s'agit pas de dire « les ouvriers sont et restent Front Populaire malgré les difficultés de la situation » mais bien « les ouvriers ne trouvent pas le chemin pour relier leurs luttes revendicatives aux problèmes de la situation de guerre » et c'est pour cela qu'ils restent les prisonniers des socialo-centristes. C'est tellement vrai que ces derniers doivent accompagner toute leur action, d'appels à la répression contre les éléments révolutionnaires (les soi-disant trotskistes) ou permettre à des polichinels genre Pivert de revendiquer pour le parti socialiste la position de sortie du Gouvernement Chautemps pour lutter en vue... d'une révolution à base parlementaire.

Au point de vue de la situation d'ensemble, le capitalisme français traverse maintenant une période de difficultés économiques qui résident un peu dans l'insuffisance du marché de la guerre qui est pourtant l'axe de son économie de guerre. L'impérialisme français n'a cessé de réarmer depuis la guerre et ne pouvait pas se lancer dans des plans quinquennaux ou triennaux comme l'ont fait l'Allemagne ou l'Angleterre. D'autre part, la structure du capitalisme français où la zone agraire joue encore un certain rôle, où la petite industrie occupe encore des sphères importantes, rend plus difficile la mise sur pied d'une économie de guerre où c'est l'industrie lourde qui joue le premier rôle. Enfin, les mouvements ouvriers qui ont accompagné le Front Populaire et « ses réformes de structure » ont obligé la bourgeoisie à engloutir rapidement les bénéfices des différentes dévaluations, d'autant plus que la « grève des capitaux » sous le double signe des mouvements ouvriers et des bénéfices supérieurs offerts par le réarmement des autres pays, était un fait que l'on ne pouvait pas « réprimer » à coups de décrets.

Le Gouvernement Chautemps a affronté la situation d'une façon plus décisive que Blum en affirmant la nécessité de faire face sérieusement aux mouvements ouvriers et d'exploiter mieux le marché intérieur et international offert par la guerre impérialiste en cours (Espagne, Chine). Chautemps c'est le Front Populaire essayant d'adapter la situation (au point de vue économique et des luttes de classe) à une situation d'économie de guerre, comme Blum fut le Front Populaire mettant sur pied les bases de cette économie. Si dans la première période consécutive à Juin 1936 il fut nécessaire de passer par le rajustement des salaires, les 40 heures, les congés payés, dans le seconde période il faut « adapter » ces choses au rythme de l'économie, en premier lieu en rasant les mouvements ouvriers et en décongestionnant un peu le marché de la guerre.

Compressions de tout ordre arbitrages lents et parcimonieux, répression des mouvements ouvriers et commerce de guerre plus intense, voilà le chemin que l'on suit. Et comme l'industrie métallurgique joue ici un rôle primordial il s'agit de l'encadrer sérieusement, car l'intensité du travail peut représenter un élément favorable au déclenchement de luttes ouvrières. On jettera parfois une miette aux ouvriers, mais de toute façon on arrivera à empêcher tout mouvement de grève. Ainsi, en métallurgie l'arbitrage après quatre mois donnera à peine 6 p. c. aux ouvriers alors que d'après les centristes la vie aurait augmenté de 11 p. c. Dans le bâtiment la même chose. Par respect pour la loi, la C.G.T. acceptera l'arbitrage et canalisera la colère ouvrière d'abord derrière une promesse de « protestation de 24 heures », puis avec un arrêt de travail d'une heure seulement en métallurgie. On protestera uniquement contre les « lenteurs » de l'arbitrage.

Ah ! oui, le Front Populaire continue et les ouvriers ne parviennent pas à se dégager de l'ornière pour déclencher des mouvements de classe.